

Impac

septembre/octobre 2012

Impac n° 154 • Septembre/octobre 2012 - Journal des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT • CPPAP : 0715 S 07535

Patience ? **S'indigner** se mobiliser !

Patience, nous dit le Président, je n'ai que 100 jours d'ancienneté à l'Elysée, laissez-vous licencier, acceptez de voir votre pouvoir d'achat régresser. Il a raison, c'est pour la compétitivité, appuie le Medef, qui vient de recevoir le gouvernement en rang serré à son université d'été. Touchant duo...

Pendant que le président nous invite à occuper la salle d'attente, ses équipes travaillent à l'austérité. Le projet de « loi organique relative au pilotage des finances publiques » sera présenté fin septembre. Cette loi ratifierait le traité européen instituant de façon définitive la politique d'austérité fondée sur le remboursement d'une dette que nous n'avons pas contractée. Europe de la finance oblige.

Patience ? s'interroge le chômeur de longue durée (près de 40% des chômeurs recensés). Mais en moyenne, ce chômeur passe plus de 455 jours sans travailler. Pendant ce temps, à toute vitesse, les patrons continuent de licencier, Peugeot en tête, qui a reçu le feu vert pour fermer Aulnay. Les vieux travailleurs sont évacués, les jeunes sont interdits d'entrer ! Des années que ça dure... Le matelas des CDD et des intérimaires avait amorti le choc, maintenant c'est le noyau dur du salariat qui est attaqué.

Au salarié le droit de plonger, au banquier les fonds publics pour surnager.

Qu'un salarié soit conduit à la faillite par le licenciement décidé par le seul employeur, ce serait « normal ». Mais qu'un banquier soit au bord de la faillite, ça, c'est impensable. Toutes les banques ont été renflouées pendant la dernière crise financière. Après Dexia, voilà le Crédit immobilier de France, là, en septembre, qui reçoit en quelques heures la modique somme de 20 milliards. Et bientôt, les banques, qui ont spéculé sur la dette grecque ou espagnole, vont présenter leurs doléances au gouvernement, qui mobilisera en quelques heures des milliards pour les prémunir de la

faillite. Au salarié le droit de plonger, au banquier les fonds publics pour surnager.

Le chômage peut bien monter à des Himalaya, le plus important, ce serait la dette et son remboursement. Plus de crédits, plus d'investissements ni publics ni privés, la dette, il faut rembourser, tout est là !

Le système économique avait trouvé une manière de faire de l'argent sans passer par l'investissement. C'était bien pratique et ça a duré 30 ans. Moyennant une dérégulation globale du crédit et de la finance, les détenteurs de capitaux n'avaient plus à s'encombrer d'usines et de salariés. Il suffisait de placer des capitaux dans le vaste réseau mondialisé de la finance. Miracle, l'argent se multipliait, la fortune venait en dormant. Banques, assurances, fonds de pension, hedge funds ont rivalisé d'imagination pour la reproduction du capital. Sans passer par la production.

Ils nous ont endettés par la croissance à crédit !

« Toutes les nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production », expliquait Karl Marx (1er chapitre, Livre II du Capital). Ce vertige a créé des masses de capitaux spéculatifs, que la grande industrie et la finance ont alimentées. Le profit de l'entreprise devenait accessoire, seul comptait le placement financier. C'est comme ça que le système économique a financé la croissance, ces 30 dernières années peu glorieuses, par le crédit. Ça ne date pas de Sarkozy... Ils nous ont endettés par la croissance à crédit ! Comment ?

- Le capital s'est libéré du poids de l'impôt.
- L'Etat s'est obligé à emprunter sans cesse sur le marché financier.
- L'évasion fiscale est devenue un sport olym-

pique sous le drapeau des paradis fiscaux.

- L'Etat a été capturé par les banques et la finance.

Et vlan, la crise !

A force d'enfler et de gonfler, la masse de capitaux spéculatifs a fini par être rattrapée par l'indigestion : que faire de ces capitaux, où les investir, comment les connecter à la création de valeur ? Tel est leur problème : le capital manque de création de valeur, car l'accumulation d'argent ne crée rien d'autre que des parasites. Alors, pour garantir les profits, les détenteurs de capitaux ont une vieille bonne idée éprouvée, faire payer la dette par les autres, les salariés.

Et vlan, l'austérité ! Patience ?

Le coût du travail doit baisser pour une seule raison : le profit escompté est en danger du fait de l'indigestion du système. Alors il faut faire dégorger les revenus du travail, salaire, protection sociale, emploi. Nous n'étions pas à la table du banquet quand les capitaux se gointraient, mais il nous faudrait nous accommoder des restes, parce que ces messieurs ont la panse financière trop pleine ! Patience ?

La dette n'est rien d'autre que l'embardeée écoeurante d'un système qui a cru un temps à l'existence réelle de la baguette de sorcier d'Harry Potter : le fétichisme de l'argent a atteint des sommets, les Bourses lui servant de temples païens. Le réveil de ces longues années d'orgie financière est dur : les travailleurs privés d'emplois sont enrôlés de force dans une armée de chômeurs, qui, à leur insu, devient l'arme dissuasive contre la révolte ouvrière. Détruire des capacités de production, des savoir-faire professionnels, susciter des suicides comme jamais, que leur importe, à nos capitalistes, qui ont méprisé depuis si longtemps l'usage social des marchandises produites.

Patience ? Ce système ne fonctionne pas. Il détruit. Nous, syndicalistes, avons pris le parti de l'avenir. C'est pourquoi nous sommes pour un syndicalisme de transformation sociale, que nous voudrions partager avec toute la CGT, à l'occasion de son 50e congrès tout proche. ↵

La Filpac CGT

Edito

Le compte à rebours a commencé. Fin septembre, un projet de loi, faisant adopter le traité européen au Parlement, graverait l'austérité dans le bronze de la république. Dans l'intervalle, le gouvernement appelle à la patience, le temps de concocter la mauvaise soupe de la rigueur érigée en principe de tout un continent. Les effets sont désastreux, la récession est au menu. Espagne, Grèce Italie, Grande-Bretagne, tous au même moment frappent toute possibilité de reprise par des mesures concentrées contre l'emploi, le salaire, la protection sociale. Et il faudrait, dans la salle d'attente, admettre les licenciements, la régression sociale, pour mieux ingurgiter dans quelques semaines la potion « austérité » sous forme du nouveau Traité ? Indignons-nous, mobilisons-nous !



La Filpac en mouvement

Quotidiens Nationaux

🔴 **5 janvier 2011** : La Tribune est placée en procédure judiciaire de sauvegarde, ce qui signe le début d'une année de lutte pour la sauvegarde du journal. En octobre, c'est au tour du journal France-Soir d'être menacé.

La FILPAC CGT se bat pour obtenir l'ouverture d'une négociation de branche permettant la défense des titres et des métiers de l'édition et le maintien de l'ensemble des sites d'impression de la presse quotidienne nationale. Mais, les pouvoirs publics restent muets et les versions papier de La Tribune et France Soir disparaissent.

Helio-Corbeil devient une SCOP

🔴 **22 février 2011**, l'imprimerie d'Helio-Corbeil est mise en redressement judiciaire. Devant l'absence de plan assurant la pérennité des emplois, la FILPAC CGT propose la reprise de l'imprimerie sous forme de SCOP. Cette solution est acceptée par le tribunal de Meaux le 7 février 2012. Les 80 salariés repreneurs ont tous accepté d'investir un mois et demi de leur salaire.

Hersant recule

🔴 **3 novembre 2011** : liquidation définitive de la Comareg et d'Hebdoprint, 2000 salariés sont licenciés.

🔴 **24 février 2012** : Suite aux rumeurs de dépôt de bilan de la branche du pôle normande de GHM, la FILPAC CGT organise un meeting de soutien aux quotidiens normands avec 3 propositions immédiates :

Construire par la loi une alternative pour l'information ;

Adopter entre salariés, un pacte de solidarité active ;

Imposer une négociation globale

🔴 **27 février 2012** : Annonce du dépôt de bilan de Paris Normandie suivie deux jours plus tard de la mise en redressement judiciaire de la Société Normande de Presse, d'Édition et d'Impression (SNPEI), société qui édite Paris-Normandie, Havre Libre, Le Havre-Presses et le Progrès de Fécamp.

🔴 **19 mars 2012** : début des **lundis Paris Normandie**, 13 quotidiens ne paraissent pas, des Assemblées Générales se tiennent partout en France et un grand rassemblement est organisé en collaboration avec le SNJ devant le ministère du Travail.

🔴 **4 avril 2012** : Les salariés de Paris Normandie et de la presse havraise, à l'appel du SNJ et de la FILPAC CGT, se retrouvent au golf Robert Hersant afin de dire que pour la presse normande et ses emplois, on ne lâche rien...

🔴 **22 mai 2012** : manifestation devant le siège de la Voix du Nord à Lille pour réclamer une négociation nationale pour les quotidiens du groupe Hersant, leur pérennité et leurs emplois : des centaines de salariés - plus de 500 - sont venues exprimer leur détermination face aux manœuvres de l'exilé fiscal Philippe Hersant.

🔴 **4 juin 2012** : les salariés du Groupe Hersant Média manifestent une nouvelle fois sous les fenêtres du Ministère du Travail (environ 500 personnes).

🔴 **5 juillet 2012** : **journée sans presse pour la défense des titres de la presse**

et de ses emplois. Non parution de 33 titres.

🔴 **20 juillet 2012** : reprise de Paris Normandie, du Havre Presse, du Havre Libre, du Progrès de Fécamp et de Liberté Dimanche, par Xavier Ellie et Denis Hertas.

SCHWEITZER MAUDUIT Malaucène

🔴 **En novembre 2011**, le groupe Schweitzer Mauduit annonce la cessation de paiement de sa filiale de Malaucène alors qu'il doit encore de l'argent aux salariés protégés pour leur licenciement, ainsi qu'à l'Etat et aux collectivités locales pour la revitalisation du bassin d'emploi et la dépollution du site de la papeterie. Le groupe est condamné par le tribunal en janvier 2012 à payer ce qu'il doit aux salariés protégés. Enfin, le 4 juillet 2012, le tribunal des prud'hommes d'Orange reconnaît que les salariés des papeteries de Malaucène ont été licenciés « sans cause réelle et sérieuse. »

GROUPE GASCOGNE (Papier)

🔴 **24 février 2012** : le Groupe GASCOGNE annonce son intention de mise en vente de sa branche « Complexes », la branche la plus dynamique du Groupe (représentant près de 40 % du chiffre d'affaire).

🔴 **5 juin 2012** : Nouvelle grève des salariés du groupe Gascogne, dernière papeterie française, contre la vente de sa branche emballages complexes.

🔴 **13 avril 2012** : entrée en vigueur du décret portant sur la réforme des aides à

la presse. La FILPAC demande l'abrogation de ce décret.

🔴 **15 mai 2012** : participation de la FILPAC CGT au forum pour l'avenir de l'emploi papetier des Vosges.

🔴 **Mai 2012** : La FILPAC participe à la création de la nouvelle fédération internationale : Industry All Global Union.

M REAL (Papier)

🔴 **18 octobre 2011** : Le groupe papetier finlandais M Real annonce qu'il engage le processus de fermeture de l'usine d'Alizay, qui emploie 330 salariés. Les salariés cessent le travail et bloquent le site.

🔴 **20 octobre 2011** : Opération péage gratuit des salariés de M Real Alizay pour protester contre la fermeture de leur usine.

🔴 **29 octobre 2011** : Portes ouvertes sur le site de MReal Alizay pour défendre le maintien de la production sur le site.

🔴 **17 février 2012** : acceptation du plan social par les salariés de Mreal.

🔴 **28 février 2012** : proposition de la loi 44-12 dite loi M-Real « tendant à garantir la poursuite de l'activité des établissements viables notamment lorsqu'ils sont laissés à l'abandon par leur exploitant ».

🔴 **7 mars 2012** : lancement du plan de sauvegarde pour l'emploi à M Real qui prévoit le licenciement de 330 salariés

🔴 **30 juin 2012** : journée nationale de sauvegarde de l'industrie papetière à Alizay Mreal.

🔴 **31 Août 2011** le groupe finlandais UPM-Kymmene annonce une vaste restructuration qui prévoit la cession et la reconversion du site de « Stracel ». La FILPAC CGT exige le le maintien de tous les emplois. 🔴

La Filpac CGT



Papier : maudit Schweitzer !

Le papier, c'est comme l'automobile ; la mondialisation pousse à la concentration, qui pousse à la destruction de capacités de production et d'emplois. Infernal. L'exemple en cours ?

Le groupe Schweitzer Mauduit, propriétaire de la Papeterie de la Moulasse près de Saint-Girons. Des bénéfices faramineux, une trésorerie florissante, 500 millions de dollars pour la seule année 2011. Et pourtant il pille les usines françaises.

Comment ?

Le procédé est simple :

- Transfert des activités rentables sur des sites en Europe ou hors Europe ;
- Annulation ou gel de tous les investissements ;
- L'usine enregistre des pertes ;
- Le groupe demande des aides publiques pour redresser la situation ;
- Avec celles-ci il finance à court terme un plan de licenciement ;
- La décision de fermer l'usine ne tarde pas, en général.

De Saint-Girons à la Pologne...

Actuellement la direction du groupe transfère petit à petit une partie de la production de Saint-Girons (Ariège) vers l'usine de Quimperlé (Finistère), en Bretagne, et de celle de Quimperlé vers une nouvelle usine qu'il construit en Pologne. Des arguments pseudo-techniques sont avancés : « La qualité des produits n'est pas suffisante », affirment-ils. On tente reconforter le personnel : « Nous allons développer de nouveaux produits, trouver de nouveaux débouchés ». Mais ils se gardent bien d'investir dans l'outil de production ou dans la recherche. Mais le discours est bien rodé et semble efficace pour endormir les pouvoirs publics et politiques locaux qui sont l'objet d'un intense lobbying.

La direction de l'usine de Saint-Girons leur fait le coup de la bonne foi et... de la dette.

Une dette qu'aurait contractée l'usine de la Moulasse et qui pèserait sur sa compétitivité. Ça vous ne rappelle rien ?

Ce qu'ils oublient de dire c'est que cette dette a été contractée auprès du groupe. Au passage, celui-ci prend 2 millions d'euros d'intérêt par an. Cerise sur le gâteau une redevance de 20 millions d'euros a été versée au groupe Schweitzer Mauduit ces 5 dernières années par l'usine de la Moulasse.

Après avoir fermé son usine de Malaucène (Vaucluse) sur la base de faux arguments économiques pour lesquels le groupe a été condamné - à posteriori - par le conseil des prud'hommes d'Orange, ce serait donc au tour de la papeterie de Saint-Girons.

Résistance en Ariège

Eh bien non ! Les salariés, la popula-

tion, la CGT dans l'entreprise et dans la région se mobilisent. La Filpac met tout en œuvre au plan national et au plan international pour impliquer l'ensemble des syndicats du secteur papetier dans la bataille. Plus particulièrement les syndicats des autres unités du groupe Schweitzer Mauduit pour engager une riposte commune, ce qui nous a cruellement fait défaut quand l'usine de Malaucène a fermé. La papeterie de La Moulasse, comme pour bon nombre de sites industriels français, est parfaitement viable. De par la nature de sa production elle participe depuis toujours à l'entretien des forêts du Haut Couserans et procure des centaines d'emploi dans un bassin d'emploi fortement touché par le chômage.

Le pouvoir politique ne peut rester sourd à nos demandes d'intervention. Il est temps qu'il légifère pour donner la possibilité aux salariés de prendre leur avenir en main. Ils ne demandent que ça. ↵

Imprimerie contre Numérique ? Un match truqué !

Paraît que la révolution numérique renvoie le papier au musée. C'est comme le bug de l'an 2000, du pipeau... En réalité, la doctrine libérale repose sur le dogme suivant : le prix à payer pour entrer dans l'ère numérique serait l'abandon du papier ! Le défendre serait une résistance désuète, tant la société numérique est celle de l'avenir, de la jeunesse et de la liberté.

Les stratégies patronales privilégient la fuite en avant vers le numérique, avec le sérieux d'une prophétie maya de fin du monde... Mais les conséquences sur l'emploi et sur l'accès à l'information sont bien réelles. Pèsent sur l'industrie graphique des réformes dont la seule dynamique se résume à la suppression d'emplois au titre d'économies présentées comme indispensables au financement du basculement vers le numérique.

Après d'incessants cycles de concentration-externalisation, le nombre des emplois atteint un seuil critique, et la perte de compétence liée aux plans de licenciements massifs est

préjudiciable à un imprimé de qualité.

Les employeurs ont orchestré une baisse des prix meurtrière pour la filière. Dévaluant la source de profit du papier imprimé, les éditeurs et les donneurs d'ordres ne savent pas où ils vont, escomptant un hypothétique profit sur l'Internet. Cette doctrine est soutenue par les industriels et les banquiers, eux-mêmes détenteurs des entreprises et titres de la filière.

La mise en concurrence globale des salariés, la suppression d'unités de production, l'introduction des procédés d'impression numérique sur fond de peur du chômage mettront une bonne fois pour toute fin à l'ancien, c'est du moins ce que présentent les instituts conseils du patronat.

Les travailleurs devraient payer seuls la facture des errements stratégiques et économiques du patronat. Tout cela sous le regard lointain de pouvoirs publics au mieux indifférents et consentants, au pire complices.

La Filpac CGT :

↵ Propose de créer les conditions

d'une véritable concertation sur l'utilisation des moyens de fabrication de l'imprimé et leurs évolutions.

↵ Revendique un moratoire sur l'emploi dans la presse.

↵ Un bilan objectif des subventions d'Etat au titre de la modernisation de la presse écrite ces dix dernières années montre que l'argent public est allé vers des imprimeries aujourd'hui fermées, des titres qui ont disparu et des moyens de production démontés et revendus.

↵ Pour développer les emplois de tous les salariés de l'information et de la communication, l'investissement public et privé dans la recherche et

le développement doit s'opérer dans d'autres directions.

↵ Engagera les actions nécessaires à la préservation et au développement du papier imprimé, qui nécessite des investissements tant dans le domaine de la création et des initiatives éditoriales que dans celui des moyens de fabrication correspondants et de distribution.

La Filpac CGT et ses syndicats mènent la bataille de la liberté de la presse et du pluralisme de l'information. Pour qu'elle se développe dans l'espace numérique, l'information doit bénéficier à la fois de mesures de régulation dictées par le législateur. ↵

Impac n°154 - septembre-octobre 2012

Journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

CPPAP 0715 S 07535

Directeur de publication : Marc Peyrade

Equipe technico-rédactionnelle : Patrick Bauret, Coralie Druelle,

David Dugué, Elsa Conseil, Jean Gersin.

Imprimerie SENPQ Pantin

FILPAC CGT : Case 426 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 55 82 85 74 - Fax : 01 48 51 99 07

filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr

Contre la résignation, la transformation sociale !

Grands médias et patronat mènent une politique de démoralisation : nous la refusons. Rien n'est joué, à condition de faire vivre notre orientation, celle de la transformation sociale.

C'est une autre politique et une affaire syndicale, de toute la CGT.

Voici 5 pistes, adoptées par la direction nationale de la Filpac CGT, indiquant la piste d'une transformation sociale conçue comme dynamique, reposant sur la mobilisation et le débat démocratique. Passons de l'alternance politique à l'alternative sociale. Prenons le parti de l'avenir.

1. Retrouver tout de suite des marges de manœuvre

Sans attendre, les moyens des pouvoirs publics, peuvent être restaurés :

Une politique fiscale fortement redistributive annulera les cadeaux fiscaux aux grandes fortunes et aux grands industriels et financiers.

La demande intérieure, sur laquelle repose plus de la moitié de l'économie nationale, doit être stimulée par une hausse d'un SMIC devenu la référence générale.

L'emploi stable nourrira la cotisation sociale, qui ira alimenter les caisses de la retraite, de la santé, des indemnités sociales en tout genre, dont le chômage.

2. Lever l'hypothèque de la dette

La dette doit devenir transparente, être exposée au débat démocratique. A toutes et tous de décider si ce mécanisme infernal doit continuer.

Les remboursements de l'intérêt de la dette sont devenus le 2e budget de l'Etat, juste derrière l'Education nationale. Arrêtons de servir les intérêts de la dette !

L'impôt direct, en lieu et place de l'impôt indirect (comme la TVA), doit peser sur les plus riches ;

La Banque centrale européenne, conçue pour gérer de façon privée la monnaie unique, doit être convertie en banque fédérative de l'Europe, prêtant au meilleur taux aux Etats. Les agences de notation doivent être placées sous le contrôle du Parlement européen.

3. Contrôler la finance

Soumettre le pouvoir de la finance ou s'y soumettre, voilà la seule alternative.

Une séparation doit être établie entre banques de dépôt et banques



d'affaires ;

Toute banque doit constituer des réserves pour garantir les fonds qu'elle engage ;

Un contrôle public doit contenir les risques spéculatifs des banques ;

La chasse doit s'ouvrir contre l'évasion des capitaux vers les paradis fiscaux ;

Une taxe sera créée sur les surprofits spéculatifs.

4. Mesures d'urgence pour l'emploi

Le CDI redevient la norme, comme mesure immédiate contre la précarité.

L'autorisation administrative de licenciement est confiée à une Inspection du Travail dont les effectifs seront doublés.

Une loi interdira les licenciements dans les entreprises réalisant des profits.

Les syndicalistes élus et mandatés disposeront au comité d'entreprise d'un droit de veto suspensif contre les licenciements.

Un droit de préemption sera institué pour permettre aux élus et mandatés d'influer sur les orientations stratégiques et de prendre les mesures protégeant l'entreprise contre les patrons défaillants.

Le Code du Travail rétablit la norme sociale. La dérogation sera abolie qui permettait de passer par-dessus les normes les plus avantageuses pour les salariés.

5. Mettre fin au putsch du Traité européen par une constitution démocratique

Le putsch économique subi par la Grèce, l'Espagne et l'Italie bat son plein dans l'actuelle Union européenne. Un parlement existe bien, mais la coordination des gouvernements transfère aux commissaires de l'Union, aux dirigeants de la BCE et au FMI la réalité du pouvoir. Si bien que l'austérité, considérée comme le socle de l'Union, est applicable au moyen de la Troïka BCE-Commissaires européens-FMI par-dessus les systèmes démocratiques des Etats.

Une législation sociale européenne sera élaborée, en lieu et place de la Cour européenne qui dit la loi au service du droit patronal.

Le droit européen sera constitué sur la base des meilleures références sociales des différents Etats membres.

Les leviers politiques et financiers seront dévolus au Parlement.

Tout transfert de souveraineté doit s'effectuer sur la base d'une constitution européenne, adoptée au terme d'une Convention chargée de l'adopter et de la soumettre aux différentes républiques.

La BCE et tous les organismes financiers lui seront subordonnés. ↵

La Filpac CGT

Presse, une Distribution contre l'info

Les menaces qui pèsent sur l'existence de la distribution de la presse justifient plus que jamais la revendication de la Filpac CGT d'une loi organique sur la liberté de l'information, donc l'abrogation du décret Sarkozy détruisant les aides à la presse.

↵ La distribution de la presse, ça marchait trop bien : un cadre coopératif aux tarifs établis par une péréquation assurait à tous les titres une distribution sur le tout le territoire. Mais voilà : le capital veille. Il organise une armée de précaires dans la distribution (Adrexo, Mediapost, etc.) et monte à l'assaut des salariés des NMPP-Prestalalis, coupables de pratiquer un métier au service de l'information.

↵ Juste avant les vacances, la direction générale de Prestalalis a annoncé un plan destruction d'emplois sans précédent. Sur les deux mille cinq cents emplois que compte le groupe, plus d'un millier sont directement menacés.

↵ Pour l'ensemble des entreprises du groupe la recette est la même : favoriser des opérations de sous-traitance en transférant des activités vers des officines ou la précarité est la règle. Ainsi, le traitement des publications, des inventus et du réassort disparaissent des ateliers de niveau 1. Des sites actuels en Ile-de-France, seul un centre de traitement des quotidiens est conservé dans un lieu à définir. Celui-ci concentrerait le groupage quotidien (Gonesse) et l'activité de depositaire sur Paris (SPPS). Les autres sites ferment leurs portes et les salariés sont invités à aller voir ailleurs.

↵ Cette logique d'externalisation se décline sur l'ensemble des structures du groupe. Le siège social voit son informatique, la logistique et d'autres services confiés à des prestataires ou serait tout simplement supprimés. Ces annonces sont inacceptables. Personne ne peut ignorer la responsabilité des éditeurs, qui, en jouant d'une concurrence organisée, ont transféré massivement leurs titres aux MLP. Ils ont ainsi contribué à fragiliser Prestalalis et mis en péril toute la filière. Stopper cette concurrence déloyale est fondamental pour sauver le système de distribution égalitaire de la presse française.

↵ Des solutions existent pour pérenniser l'entreprise et les emplois.

Elles passent notamment par une augmentation de la contribution des éditeurs et par leur engagement à confier leurs titres à Prestalalis. La constitution rapide d'une messagerie de distribution unique - dans laquelle les pouvoirs publics devront être pleinement impliqués - est tout aussi essentielle pour arrêter la logique de la sous-traitance érigée depuis des années en dogme par les directions successives. ↵